

## Réactions xénophobes à l'égard des réfugiés espagnols de la guerre civile dans le département de l'Hérault

Vincent Parello

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bulletinhispanique/2259>

DOI : 10.4000/bulletinhispanique.2259

ISSN : 1775-3821

### Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2012

Pagination : 919-935

ISBN : 978-2-86781-855-4

ISSN : 0007-4640

### Référence électronique

Vincent Parello, « Réactions xénophobes à l'égard des réfugiés espagnols de la guerre civile dans le département de l'Hérault », *Bulletin hispanique* [En ligne], 114-2 | 2012, mis en ligne le 05 janvier 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bulletinhispanique/2259> ; DOI : 10.4000/bulletinhispanique.2259

---

# Réactions xénophobes à l'égard des réfugiés espagnols de la guerre civile dans le département de l'Hérault

---

VINCENT PARELLO  
*Université Montpellier III*

*Le discours xénophobe populaire héraultais à l'égard des réfugiés espagnols de la guerre civile n'est que la reprise, sous une forme conceptuellement dégradée et linguistiquement appauvrie, d'un discours savant élaboré par les élites politiques (nationales et locales) à travers les débats parlementaires et la presse réactionnaire.*

*Mots-clés* : xénophobie, *Retirada*, républicains espagnols, Hérault.

*En el departamento del Hérault, el discurso xenófobo popular aplicado a los refugiados españoles de la guerra civil no es más que la reactivación, bajo una forma conceptualmente degradada y lingüísticamente empobrecida, de un discurso culto elaborado por la élites políticas (nacionales y locales) a través de los debates parlamentarios y la prensa reaccionaria.*

*Palabras claves*: xenofobia, *Retirada*, republicanos españoles, Hérault.

*The popular xenophobe discourse in the Hérault region, aiming to the Republicans refugees of the Spanish Civil War, was a reformulation, in a conceptually degraded as well as linguistically impoverished form, of a political talk elaborated by the political elites –both national and local– through parliamentary debates and reactionary press.*

*Keywords*: xenophobia, *Retirada*, Spanish Republicans, Hérault.

*Nous avons l'honneur de vous informer que depuis la débânde Espagnole non seulement des réfugiés mais des miliciens et surtout quelques anarchistes se cachent dans le Bousquet-d'Orb. Tandis que nos enfants sont partis nous ne pouvons supporter que ces indésirables vivent ici à l'abri dans la fainéantise la plus complète. Et c'est précisément parce que les pouvoirs locaux ferment les yeux sur cet état de choses que nous nous permettons de vous les signaler avec l'espoir que vous y mettez fin rapidement en ordonnant une perquisition sévère car dans le cas contraire nous devrions nous adresser plus haut (ADH, 4M1798, 31/03/39)<sup>1</sup>.*

En 1936, la population espagnole sédentaire de l'Hérault représentait environ 42 000 personnes, dont 8 000 employées dans l'agriculture. Cette colonie ibérique s'était constituée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à partir de la Première Guerre mondiale, période à laquelle le département avait besoin d'une abondante main-d'œuvre pour son agriculture (vigne) et son industrie (industries extractives)<sup>2</sup>. Ce chiffre devait rester constant jusqu'à la fin de la Troisième République. En 1939, des milliers de réfugiés fuyant les troupes nationalistes du général Franco vinrent trouver refuge dans l'Hérault. C'est ainsi qu'en mai 1939, le nombre des républicains internés au «camp de concentration» d'Agde, dans les différents «camps d'hébergement» ou logés chez des particuliers atteignait 30 000 individus<sup>3</sup>. Avec 72 000 personnes, les deux communautés espagnoles réunies représentaient environ 15 % de la population totale de l'Hérault<sup>4</sup>. Si cet afflux massif de réfugiés engendra des réflexes de solidarité et d'entraide de la part de certains partis et syndicats politiques, il occasionna en même temps – on s'en doute – des réactions de racisme et de xénophobie.

Ces exilés, en effet, furent perçus par certains Héraultais comme des ennemis de la France et comme une menace pour l'équilibre de vie des autochtones. La xénophobie<sup>5</sup>, entendue ici comme une haine envers l'Autre, entraîna des réactions de peur ou d'hostilité, voire les deux en même temps. À certains moments, elle dégénéra en manifestations d'hostilité et de violence. Ces propos xénophobes ont laissé des traces, notamment dans la presse régionale conservatrice et dans les Archives départementales de l'Hérault, où l'on trouve

1. Archives départementales de l'Hérault (ADH), 4M1795. Lettre du préfet de l'Hérault au ministre de l'Intérieur (15/05/39).

2. J. Fornairon, «Les étrangers d'origine méditerranéenne en Languedoc-Roussillon de 1850 à nos jours», *Economie Méridionale*, n° 79, 1972, p. 1-15; J. Maurin, «Les migrations en Languedoc méditerranéen fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle», *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, vol. 3-4, 1988, p. 153-175.

3. V. Parello, *Des réfugiés espagnols de la guerre civile dans l'Hérault (1937-1939)*, Perpignan, PUP, 2010, Annexe 2, p. 147-162. Sur ces 30 000 réfugiés, 24 500 se trouvaient internés au camp d'Agde en mai 1939.

4. Annuaire de l'Hérault de l'année 1939. Le département de l'Hérault, composé des arrondissements de Montpellier et de Béziers, abritait une population de 500 000 habitants.

5. Formé de deux racines grecques anciennes (*xénos*, étranger et *phobos*, peur, rejet), le terme xénophobie a fait son apparition dans la langue française au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il désigne l'hostilité systématique ou irrationnelle à l'égard d'une ou plusieurs personnes, essentiellement motivée par leur nationalité, culture, genre, religion, idéologie ou origine géographique.

des lettres de plainte de particuliers ou d'associations adressées au préfet de Montpellier. À l'insu de leurs auteurs, et pour le bonheur de l'historien, ces correspondances privées et souvent anonymes, sont parvenues jusqu'à nous et font partie aujourd'hui de ce que Paul Ricoeur nomme la «mémoire archivée»<sup>6</sup>. De simples lettres, elles sont devenues objet d'histoire accessible au chercheur.

## I. L'ÉMERGENCE DU DISCOURS XÉNOPHOBES

L'émergence du discours xénophobe à l'égard des réfugiés et des étrangers, de façon plus générale, est intimement liée au contexte de la crise des années 1930 qui affecta non seulement la France mais l'Europe dans son ensemble<sup>7</sup>. Au niveau économique, l'Hexagone connut une grave crise de la production industrielle qui eut des retombées immédiates sur le budget de l'Etat qui devint déficitaire en 1931, sur la balance des paiements qui se détériora et sur le chômage qui frappa environ 500 000 personnes en 1936. Les classes moyennes urbaines et rurales furent frappées de plein fouet par la crise; les revenus agricoles baissèrent de 59 % et ceux du commerce et de l'industrie régressèrent pour leur part de 46 %. Au niveau politique, les classes moyennes indépendantes, véritable assise du régime, remirent en cause les idéologies politiques traditionnelles, à savoir les partis gouvernementaux des radicaux et des modérés. Une partie des mécontents se tourna vers les partis d'extrême gauche qui prônaient la révolution, tandis qu'une autre partie adhéra aux thèses de l'extrême droite qui vantaient les mérites de l'ordre et de l'autorité. La paralysie du pouvoir face à cette crise généralisée déboucha finalement sur un effondrement du régime. La droite en profita pour discréditer la gauche gouvernante et pour remettre en cause l'ordre républicain, ce dont témoigne la journée d'émeute du 6 février 1934 qui offre un scénario de mini-guerre civile<sup>8</sup>.

Entre 1918 et 1930, l'idéologie xénophobe et son corollaire immédiat, l'antisémitisme, étaient circonscrits à quelques groupes d'extrême droite et à une presse spécialisée en la matière, comme *Gringoire*, *Candida*, *Je suis partout*, *L'Ami du Peuple*, *L'Action française*, etc<sup>9</sup>. Cette xénophobie se fondait principalement sur des préjugés d'ordre économique, culturel et politique. À partir de 1930, ce courant jusqu'alors minoritaire tendit à s'élargir et à gagner certains milieux ouvriers. En même temps, il prit une coloration plus ouvertement raciste. Il y a plusieurs explications à cela. À la différence des crises de 1924, 1926 et 1927, la crise économique mondiale de 1929 qui affecta la France à partir de

6. P. Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 181-224.

7. S. Berstein, *La France des années trente*, Paris, Armand Colin, 1988; S. Berstein et P. Milza, *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle (II. 1930-1958)*, Paris, Perrin, 2009; D. Borne et A. Dufief, *La crise des années 30 (1929-1938)*, Paris, Seuil, 1989; L. Dornel, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie*, Paris, Hachette, 2004; M. Winock, *La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques 1871-1968*, Paris, Calmann-Lévy, 1986.

8. M. Le Clère, *Le 6 février*, Paris, Hachette, 1967.

9. R. Thalmann, «Xénophobie et antisémitisme sous le Front populaire», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1986, n° 6, p. 18-20.

1931 eut des retombées beaucoup plus sérieuses et bien plus spectaculaires. Elle se traduisit par un sentiment d'insécurité et de repli protectionniste. À cette peur occasionnée par le marasme économique vint s'ajouter une peur séculaire de l'Allemagne, ravivée par l'instauration du Troisième Reich en 1933. Cette crainte de l'ennemi germanique se doublait chez certains de la fascination pour un régime fort qui exaltait les valeurs de la patrie et l'orgueil de la race. L'impact de la propagande nazie en France, par le biais de la presse principalement, y avait fortement contribué. L'arrivée sur le territoire national de 25 à 30 000 réfugiés allemands, en majorité juifs, fut perçue comme un envahissement étranger et une véritable invasion judéo-bolchévique<sup>10</sup>. Par ailleurs, la progression des forces de gauche dans les années 1934-1935 inquiétait la droite et l'extrême droite qui craignaient de voir s'installer en France un régime de type socialiste ou communiste.

De 1932 à 1936, les gouvernements successifs de Tardieu, Flandin et Laval menèrent une politique répressive à l'égard des étrangers<sup>11</sup>. C'est ainsi que l'Etat français imposa un «filtrage» aux frontières pour contrôler l'immigration, qu'il mit en place un contingentement dans l'industrie et ferma de nombreuses professions aux étrangers, qu'il limita leur liberté de circulation et de résidence sur le territoire national et qu'il accéléra le nombre des expulsions. La situation allait changer en 1936 avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Front populaire de Léon Blum. Celui-ci parvint à légaliser le statut juridique des immigrés, dont beaucoup se trouvaient en situation irrégulière, mais il se heurta à une opposition farouche pour ses propositions visant à assouplir les conditions d'autorisation de travail pour les réfugiés politiques. Cette opposition n'était pas seulement le fait des milieux de droite, mais aussi des organisations professionnelles et des membres de syndicats ouvriers qui redoutaient la concurrence étrangère. En dépit de sa politique généreuse en matière de droit d'asile, le gouvernement Blum se retrouva en proie à de multiples difficultés d'ordre économique et politique. Il dut faire face à l'opposition de la droite et des communistes, et à la montée de la tension internationale provoquée par la guerre d'Abysinie, la remilitarisation de la Rhénanie et la guerre d'Espagne, qui fut à l'origine de l'arrivée d'une première vague de réfugiés en France.

L'ère Daladier qui succéda au deuxième cabinet Blum marque la rupture et la fin du Front populaire et constitue le prélude à la politique xénophobe et antisémite de Pétain. Au cours de l'année 1938 furent promulgués différents décrets-lois et différentes circulaires et instructions qui visaient à limiter la liberté de mouvement de l'étranger que, faute d'avoir pu refouler ou expulser dans son pays d'origine, l'on devait assigner à résidence ou interner dans des «centres spéciaux» aménagés sur le territoire national<sup>12</sup>. Cette mesure d'exception, qui

10. R. Thalmann, «L'immigration allemande et l'opinion publique en France de 1933 à 1936», dans *La France et l'Allemagne 1932-1936*, Paris, CNRS, 1980, p. 149-172.

11. G. Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Fayard, 2007.

12. V. Parello, *Des réfugiés espagnols...*, *op. cit.*, p. 19-29.

relevait d'une procédure strictement administrative et non judiciaire, était décidée par le ministère de l'Intérieur, en étroite collaboration avec la direction générale de la sécurité nationale et la direction de la police du territoire et des étrangers. C'est ainsi que le discours politique de l'État français en vint à faire la distinction entre trois catégories d'étrangers: les étrangers «désirables» qui avaient la chance de pouvoir bénéficier de l'hospitalité de la République et des conditions du droit d'asile; les étrangers «indésirables» qu'il fallait expulser du territoire français et reconduire à la frontière ou, à défaut, soumettre à une peine d'assignation à résidence; et les «indésirables dangereux» qu'il fallait interner, sur décision du ministre de l'Intérieur ou du préfet, dans des «centres spéciaux» prévus à cet effet. Cette politique d'internement administratif, légalisée par les décrets du 2 mai et du 12 novembre 1938, fut mise en oeuvre au cours des années 1939 et 1940 avec les réfugiés espagnols arrivés en France lors de la *Retirada*.

## II. LA XÉNOPHOBIE DANS LE DISCOURS DES ÉLITES

La xénophobie n'est pas quelque chose d'inné; elle se construit, au contraire, à travers le discours public dominant, celui du débat politique, des articles d'information et d'opinion publiés dans les journaux et les revues. De telle sorte que le racisme des élites qui parlent et écrivent, se présente avant tout sous la forme d'un racisme discursif, qui se fonde sur le raisonnement (logique) et le discours (linguistique). Comme le souligne à juste titre Teun Van Dijk, théoricien de la «science du texte»:

La notion de racisme institutionnel recouvre l'ensemble des pratiques discursives organisées des élites, telles qu'elles sont représentées par les débats parlementaires, la presse, les textes administratifs, le discours tenu par les autorités, gouvernementales et municipales, ainsi que les manuels scolaires et universitaires (...) Le racisme d'une institution est à la mesure de celui de ses membres, et surtout de ses membres dirigeants. Nous ne réduisons pas pour autant le racisme à un préjugé personnel, mais nous souhaitons mettre l'accent sur le fait que les préjugés socialement partagés sont produits et reproduits de façon collective et collaborative par les membres de groupes sociaux à travers les discours institutionnels dans les domaines de la politique, des médias, de l'éducation, du savoir et de l'entreprise<sup>13</sup>.

De façon générale, le discours raciste reproduit une structure homogène et identique. D'une part, il met en œuvre une stratégie générale de représentation de soi positive; d'autre part, il élabore une représentation négative de l'Autre, en mettant toujours l'accent sur la différence, la déviance et la menace de l'étranger. Par exemple, si l'Etat français est obligé de prendre des mesures discriminatoires à l'égard de certains réfugiés, ce n'est pas parce qu'il faillit aux

13. T. Van Dijk, «Le racisme dans le discours des élites», *Multitudes*, 10 février 2007, p. 2 ; J. C. Bonnet, *Les pouvoirs publics et l'immigration de l'entre-deux guerres*, Lyon, Publications de l'Université de Lyon II, 1967.

principes des droits de l'homme et du citoyen, mais parce que les «asilés» se sont montrés indignes de l'hospitalité généreuse de la République qui «donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté»<sup>14</sup>.

À travers les débats parlementaires, l'on peut suivre pas à pas la genèse du discours politique français sur la République espagnole et les républicains. Toutes les formes d'intervention figurent dans cette documentation: monologues, joutes oratoires, déclarations ministérielles, rapports ou interpellations, ainsi que tous les types d'éloquence: littéraire, dramatique, ironique, lyrique, polémique ou technique.

L'idée que les députés se font de la République espagnole débouche sur un portrait tantôt élogieux tantôt infamant du républicain. Pour les socialistes, les radicaux-socialistes, les républicains modérés et les communistes, la République espagnole incarnait la démocratie, un gouvernement régulier seul garant de l'ordre en Espagne, un gouvernement légitime issu d'élections légales, un gouvernement de Front populaire ou d'unanimité nationale. C'est ce que rappelait Paul Vaillant-Couturier, député du groupe parlementaire PCF, ex-socialiste de la tendance SFIO, lors de son interpellation du 31 juillet 1936:

On voudrait ici nous faire croire, et c'est à quoi s'emploient les rebelles et les puissances qui les soutiennent, qu'il s'agit, en Espagne, d'un gouvernement marxiste, socialiste, communiste ou soviétiste. C'est absurde. Il s'agit d'un gouvernement de Front populaire, régulièrement élu par le peuple espagnol, et ce peuple défend sa République: c'est tout (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche). Il s'agit pour lui de restaurer la liberté là où les factieux l'ont abolie. Ce soir, vous avez pu lire dans le *Temps* une adresse dans laquelle les plus grands noms de la science et de la littérature espagnoles saluaient ce gouvernement comme le seul gouvernement d'Espagne (Applaudissements sur les mêmes bancs) (...) Mais en France, pour un peu, on ferait croire au public que le gouvernement régulier, ce sont les rebelles et que les rebelles représentent le gouvernement régulier<sup>15</sup>.

Pour la droite libérale et conservatrice, l'extrême droite, les radicaux de droite et les républicains indépendants, la République espagnole symbolisait, au contraire, le désordre, la tyrannie, l'anarchie, le communisme et l'anticléricalisme primaire. Dans l'esprit de Frédéric Dupont, membre de la Fédération républicaine, le «gouvernement loyaliste» évoquait les massacres de religieux et des méthodes expéditives comparables à celles utilisées en URSS par la Tchéka:

Vous verrez dans ces documents – je cite au hasard – que tous les Franciscains de Valence et d'Alcala ont été assassinés ; que 32 frères des écoles chrétiennes de Barcelone ont été fusillés; que 25 frères des écoles chrétiennes de Tarragone ont été fusillés (Interruptions à l'extrême gauche) ; que tous ceux du district de Béziers ont été également passés par les armes ; que tous ceux du noviciat de Griñon près de Madrid

14. R. Schor, *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

15. *Journal Officiel. Débats parlementaires*. Chambre des députés. Séance du 31 juillet 1936. Présidence de Edouard Herriot.

ont été fusillés ; que tous ceux de l'école Saint-Rafaël ont été fusillés ; que tous ceux de la procure de Vélasquez ont été fusillés (...) On évalue à 15 000 le nombre des prêtres, religieux ou religieuses qui ont été assassinés<sup>16</sup>.

Pour Henri de Kérillis, député conservateur, membre du groupe des Indépendants républicains, la République espagnole était étroitement inféodée à Moscou qui rêvait de soviétiser la Catalogne espagnole et française :

Or, la Russie nous entraîne dans une guerre pour des fins idéologiques ou pour d'autres fins que je ne parviens pas, pour ma part, à dégager clairement. Elle débarque des avions, des tanks, des régiments constitués. Son ambassadeur, M. Rosenberg, lance des manifestes et devient l'âme de la lutte. Elle médite de constituer, à Barcelone, une République soviétique catalane, qui constituerait un péril pour l'unité française (Interruptions à l'extrême gauche), puisqu'il existe une solidarité de sang, de langue et de culture entre la Catalogne française et la Catalogne espagnole. À Paris, le parti communiste seconde ses efforts et – fait inouï – il vous somme avec insolence de venir étaler sur la place publique, dans des meetings, les dossiers de la diplomatie française<sup>17</sup>.

Reprenant les propos d'Anatole de Monzie recueillis dans la *Tribune des Nations* du 4 décembre 1936, Jean Ybarnégaray, député d'extrême droite, membre de la Fédération républicaine, développait la thèse selon laquelle la République espagnole s'apparentait à un gouvernement stalinien et anarchiste, pour ne pas dire trotskiste :

La défaite des armées rouges sous Varsovie, en 1920, l'échec de l'insurrection allemande en 1923, la débâcle de la révolution chinoise en 1925-1927 n'ont pas atteint l'orgueil incoercible, la superbe dogmatique de cet homme (Staline) traqué qui, du fond de sa solitude, dans la diversité de ses asiles, persiste à traquer les événements et les masses. Ayant perdu sa partie à l'Est, il joue sa revanche à l'Ouest, dans la péninsule ibérique, en France, en Belgique, selon son exact propos, et voici, en effet, que cette revanche se précise avec l'intervention de l'URSS en Espagne. Depuis le 23 octobre, Trotsky triomphe, sa thèse l'emporte, puisque, à cette date, l'URSS décide de venir en aide aux gouvernementaux espagnols<sup>18</sup>.

À son tour, Pierre Taittinger, député d'extrême droite fondateur des Jeunesses patriotes en 1924, ne cachait pas sa haine envers le gouvernement républicain espagnol qui «comprend en majorité des éléments anarchistes», et sa sympathie, au nom du Parti républicain national et social et des Jeunesses nationales de France, pour les nationalistes espagnols. Ce dernier poussait très loin le bouchon (si l'on me passe l'expression), en présentant le général Franco comme un républicain convaincu :

---

16. *Journal Officiel. Débats parlementaires.* Chambre des députés. Séance du 4 décembre 1936. Présidence de Edouard Herriot. Frédéric Dupont omet soigneusement de dire, qu'à la même date, les franquistes avaient assassiné plus de 50 000 ouvriers et syndicalistes !

17. *Journal Officiel. Débats parlementaires.* Chambre des députés. Séance du 5 décembre 1936. Présidence de Edouard Herriot.

18. *Journal Officiel. Débats parlementaires.* Chambre des députés. Séance du 6 décembre 1936. Présidence de Edouard Herriot.



Le général Franco est un ancien élève de notre école supérieure de guerre (Interruptions à l'extrême gauche). Le général Franco, au Maroc, a eu les relations les plus cordiales avec l'administration de notre protectorat (...) Je me permettrai de rappeler simplement aux éléments radicaux de cette Chambre que le général Franco, sollicité en 1932 de prendre part à un mouvement insurrectionnel, s'y est refusé, déclarant qu'il n'interviendrait que le jour où il lui semblerait que son pays serait sur le point de sombrer dans l'anarchie. Le général Franco n'a jamais caché ses sentiments républicains (Exclamations et rires à l'extrême gauche communiste). J'en veux pour preuve qu'il a non seulement à côté de lui les éléments phalangistes et les éléments carlistes, mais également les radicaux socialistes espagnols (Mouvements divers). Est-ce que cela vous gêne ? N'oubliez pas que M. Lerroux, qui a introduit l'idée républicaine en Espagne, n'a dû qu'à une fuite rapide au Portugal de ne pas être exécuté et que deux des fondateurs du parti radical-socialiste espagnol, dont M. Alonso Salazar, ancien ministre de l'Intérieur, ont été exécutés par les formations du Front populaire, à Madrid (Applaudissements à droite. Interruptions à l'extrême gauche)<sup>19</sup>.

En marge des débats parlementaires, la presse se faisait l'écho des divers courants d'opinion politique sur la République espagnole et les républicains<sup>20</sup>. A une époque où la télévision n'existait pas encore, le journal occupait, en effet, une place prépondérante dans la vie des foyers français. En tant que pratique sociale, le discours journalistique héraultais contribuait à modeler et à façonner l'opinion des populations du Languedoc, grâce au travail idéologique et rhétorique qu'il accomplissait à partir de l'événement.

À cet égard, le quotidien *L'Eclair*, organe de presse conservateur et d'extrême droite de l'Hérault, mena dès l'effondrement du front de Catalogne, une campagne de propagande musclée visant à créer un climat de psychose à l'encontre des républicains espagnols. L'arrivée des réfugiés sur le territoire national était présentée comme un « envahissement » qui mettait en péril l'ordre public, la sûreté nationale et la santé des populations autochtones des Pyrénées-Orientales et des départements frontaliers :

La frontière est envahie par des milliers de réfugiés civils et de miliciens en armes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes attendent, de l'autre côté de la frontière, la possibilité de pénétrer en France. Toutes les routes conduisant aux postes-frontières sont embouteillées par un îlot de véhicules de toutes sortes qui se frayent péniblement un passage à travers la cohue d'hommes, de femmes et d'enfants. Le dispositif spécial de protection de la frontière a été déclenché. Le service d'ordre a été renforcé par des troupes venues de Montpellier et de Limoges. Les miliciens, aussitôt désarmés, sont internés, et les réfugiés répartis dans les divers centres d'accueil<sup>21</sup>.

Les femmes et les enfants faisaient l'objet d'une héroïsation systématique, car ils étaient considérés comme des victimes innocentes des « chefs marxistes » qui, à des fins partisans et idéologiques, les avaient précipités sur les chemins de

19. *Journal Officiel. Débats parlementaires*. Chambre des députés. Séance du 5 décembre 1936. Présidence de Edouard Herriot.

20. Les députés contrôlaient étroitement la Presse, dans la mesure où très souvent ils étaient patrons des grands journaux. C'est le cas, notamment, de Henri de Kérillis qui dirigeait *L'Echo de Paris* et *L'Epoque*. Cf. D. Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, PUF, 1975.

21. *L'Eclair*, 29 janvier 1939.

l'exil. En tant que martyrs du bolchévisme, ils devaient être pris en charge par la France et bénéficier par conséquent du droit d'asile. En revanche, les miliciens et les hommes en âge de combattre devaient être refoulés immédiatement vers l'Espagne ou évacués vers la Russie soviétique, pays censé incarner l'idéal politique de la République. *L'Éclair* maniait, en quelque sorte, un double discours organisé autour d'une dialectique de la miséricorde et de la justice, qui prônait la bienveillance envers le peuple opprimé et la plus grande fermeté envers les dirigeants et les militaires:

La France est hospitalière et généreuse. Elle ne saurait, en la circonstance, manquer à ses traditions. Cependant, la cohue qui se présente à notre frontière ne saurait être admise sans contrôle. Une discrimination s'impose.

Si la France doit se montrer accueillante pour les infortunées victimes de la guerre civile: pour les vieux, les femmes, les enfants, qui doivent être hospitalisés et réconfortés en attendant que leur rapatriement soit possible, elle doit refuser l'accès de notre sol à la tourbe qui ne pourrait que grossir les rangs de notre pègre, déjà trop nombreuse.

S'il y a de malheureux innocents parmi ceux qui veulent venir chez nous, il y a aussi des gens qui n'ont pas la conscience tranquille, des pillards et des assassins, désireux d'échapper à un juste châtement. Ceux-là ne doivent avoir qu'un refuge: la Russie soviétique.

Pour la tranquillité de notre pays, la plus élémentaire prudence recommande un filtrage sérieux.

Observons que le défilé des malheureux, qui ont quitté leurs foyers dans des conditions lamentables, est un douloureux spectacle, bien fait pour donner à réfléchir à ceux qui, par leurs passions politiques, par leurs imprudences ou leurs négligences, pourraient nous exposer à de tels malheurs<sup>22</sup>.

Faisant feu de tout bois et exploitant le moindre fait divers à des fins polémiques, les journalistes de *L'Éclair* brossaient un tableau sombre, pour ne pas dire apocalyptique, des «chefs politiques marxistes» et des soldats de la République, identifiés tour à tour à des bêtes, des barbares, des criminels, des bandits et des êtres monstrueux<sup>23</sup>.

### III. LA XÉNOPHOBIE DANS LE DISCOURS POPULAIRE

Au niveau local et à l'échelle du département, le discours xénophobe se présente, ni plus ni moins, comme la reprise, sous une forme spontanée et irrationnelle, des discours prononcés à l'Assemblée nationale et répercutés au travers de la presse conservatrice. À ces deux instances idéologiques, il convient d'ajouter le relais des maires des communes de l'Hérault et des conseillers municipaux, et plus largement de tous les notables locaux, qui jouèrent un rôle de tout premier plan dans la fabrication de l'opinion publique.

Ainsi, le 16 mars 1939, le Conseil municipal de Cazouls-les-Béziers faisait-il savoir que la commune était farouchement opposée à la venue de nouveaux

22. *L'Éclair*, 29 janvier 1939.

23. Voir annexes en fin d'article.

réfugiés espagnols, pour des raisons d'ordre sanitaire, hygiénique, politique et démographique. A entendre les édiles, ces Espagnols étaient responsables de tous les maux qui s'abattaient sur le village, y compris de la mort de deux jeunes enfants:

Considérant que la commune abrite déjà un nombre d'étrangers équivalant à plus du quart de la population totale; que ces étrangers, dont le plus grand nombre demandent à héberger chez eux des immigrés ou d'autres réfugiés, logent dans des maisons insalubres, étroites, insuffisantes, quant à l'espace normal, pour les habitants qui les occupent; qu'on n'y trouve pas toujours, du reste, le minimum d'hygiène indispensable; considérant, d'ailleurs, qu'une épidémie s'est déclarée, tout récemment, chez la jeune population infantile de la commune; que tout dernièrement encore, deux jeunes enfants sont morts de maladie inconnue; que la tuberculose, dans notre localité, bien qu'en recul depuis quelques années, grâce aux efforts d'hygiène de la municipalité, est encore malheureusement trop développée; qu'au point de vue politique, la présence d'individus dont les opinions pacifiques sont inconnues, présente quelque danger pour l'ordre; qu'il est certain, en effet, qu'un sujet anarchiste était récemment présent dans la commune et que la gendarmerie est venue, il y a peu de jours, le cueillir; que s'il était donné satisfaction aux demandes déjà présentées pour héberger des réfugiés d'Espagne, il faudrait satisfaire pareillement les demandes de plus en plus nombreuses qui émaneraient d'étrangers domiciliés dans la commune; dans ces conditions, le Conseil municipal donne un avis défavorable (...) faisant remarquer, pour le surplus, que des commerçants de la localité se sont plaints que des réfugiés de passage, qui leur avaient demandé du crédit pour quelques jours, ont quitté la commune en oubliant d'acquitter leur dette<sup>24</sup>.

Le 5 mai 1939, le Conseil régional de l'Hérault exprimait le vœu que les pouvoirs publics n'envoient plus de nouveaux Espagnols dans le département, et ce «dans l'intérêt de la tranquillité de nos campagnes et de la protection de la main-d'oeuvre française»<sup>25</sup>. On éviterait ainsi la concurrence déloyale entre travailleurs nationaux et travailleurs locaux et français.

Dans le même ordre d'idées, le maire de Saint-Bauzille-de-Putois voyait d'un très mauvais œil l'installation d'un camp d'hébergement dans les locaux de la Colonie des Lutins cévenols, propriété de la fédération des Jeunesses laïques républicaines. A ses yeux, la présence de réfugiés dans la commune posait de sérieux problèmes de santé publique et d'ordre moral, et ne pouvait qu'exacerber la haine des villageois envers cette population immigrée. À plusieurs reprises, il se plaignait du directeur du camp, M. Metge, auprès des services de police, comme en ce mois d'août 1939:

M. le Maire a ajouté qu'au début seules quelques familles de réfugiés s'étaient installées dans les locaux mais que par la suite, et malgré son opposition, de nombreux autres réfugiés se sont rendus à Saint-Bauzille-de-Putois, à l'instigation et sur les indications de Mr Metge. Celui-ci ayant eu besoin des locaux pour les enfants, les réfugiés se sont répandus dans Saint-Bauzille logeant dans des remises, des granges, des chambres à raison de six individus parfois de sexe différent, dans une seule pièce (...)

24. ADH, 4M1795. Délibérations du Conseil municipal de Cazouls-les-Béziers. Séance du 16 mars 1939.

25. ADH, 4M1795. Séance du Conseil régional de l'Hérault (5/05/39).

Mr le Maire nous a indiqué que ces étrangers vivaient dans un état de promiscuité assez déplorable. Il nous a affirmé qu'à plusieurs reprises il s'était élevé, sans résultat, contre cet état de choses, indiquant même que la population voyait avec irritation croissante l'invasion de la ville par des réfugiés qu'elle ne tenait nullement à héberger ou même simplement à rencontrer<sup>26</sup>.

Cela dit, à la différence du discours xénophobe des élites, rompues à l'art de la controverse et de l'éloquence, le discours xénophobe populaire relève d'un art de l'improvisation maladroit et d'une connaissance plus que rudimentaire de la langue française. Les lettres que nous citons par la suite en disent long sur le niveau d'inculture de leurs destinataires qui n'avaient pas dû fréquenter très assidûment les bancs de l'école<sup>27</sup> ! Marquées au sceau de l'oralité, ces lettres écrites par des particuliers ou des associations informelles, étaient l'expression d'une colère, d'un "ras-le-bol" épidermique et d'une haine viscérale envers l'étranger. Ce discours xénophobe populaire fleurissait de préférence dans les milieux de droite et d'extrême droite, mais on le trouvait également dans les milieux ouvriers de gauche proches de la CGT<sup>28</sup>.

En mars 1939, le «Comité de Français de Mireval», groupe ouvertement nationaliste et xénophobe, se montrait particulièrement brutal. Dans une prose administrative et patriotique, truffée de fautes, il envisageait deux alternatives pour les Espagnols non naturalisés: l'engagement sous les drapeaux au service de la France, ou le rapatriement immédiat vers l'Espagne. L'imminence de la guerre contre l'Allemagne ne faisait d'ailleurs qu'échauffer les esprits:

Dans l'imminence d'une situation qui se dessine très grave nous demandons aux autorités de la commune de bien vouloir convoquer à la Mairie les ESPAGNOLS NON NATURALISÉS et de leur proposer une alternative qui est celle-ci: ou bien opter en cas de conflit armé si notre patrie est engagée pour la France ce qui signifie de leur part un engagement pur et simple dans les rangs des combattants ou alors leur rapatriement immédiat pour l'Espagne s'ils se refusent à cet engagement. Cela est clair et cela osons le dire est Français (...) Nous voulons croire que la Municipalité accordera quelque crédit à notre réclamation. Elle est de valeur nous semble-t-il et tout esprit qui pense juste et surtout qui pense français ne pourra qu'en approuver la tenue bien nationale<sup>29</sup>.

À Puisserguier, un «Groupe de pères de Famille Français» se montrait très virulent à l'égard des hommes réfugiés qui ne s'étaient pas encore engagés dans l'armée française. Non contents de taxer les Espagnols de «planqués», les destinataires de la lettre en profitaient pour critiquer la politique extérieure de

26. ADH, 4M1795. Commissaire de Police Mobile Pierre Magne à M. le Commissaire divisionnaire, Chef de la 14<sup>e</sup> Brigade de Police Mobile (16/08/39).

27. Il existe, comme chacun sait, un lien très étroit entre l'ignorance et la xénophobie.

28. Le sous-préfet de Béziers faisait savoir au préfet de Montpellier que les viticulteurs de Pézenas éprouaient un léger ressentiment à l'égard des réfugiés espagnols installés au Refuge basque: «Ces derniers qui avaient assisté avec indifférence à l'installation d'un refuge, ont manifesté (discrètement d'ailleurs et verbalement seulement) une certaine impatience en apprenant que les espagnols arrivés chez nous, après la défaite des Armées républicaines pourraient participer aux travaux des vendanges» (ADH, 4M1804. Sous-préfet au préfet de l'Hérault, 22/08/39).

29. ADH, 4M1795. Comité de Français de Mireval au préfet de l'Hérault (19/03/39).

l'Espagne qui avait observé une attitude de neutralité pendant les événements de la Première Guerre mondiale, laissant la France se débrouiller toute seule. À la lecture du texte, on s'aperçoit que le collectif de Puisserguier n'en était pas à sa première plainte:

Nous venons vous demandez par notre présente cart nous croyons que vous prendrez en considération aux sujets des Espagnols cart nous en avons assez d'eux. Voir partir des Pères de familles Français et ces gens là nous rire au nez cela ne peut plus aller. Ils se sorte de la Guerre d'Espagne de celle de France. Ils ferront comme en 1914 ils seront les mettre non il faut que cela cesse. S'ils sont sur le sol Français il faut qu'ils soit encadré comme nous cart cet des hommes qui peuvent tenir un fusil et porter un sac. Nous vous répétons encore une fois, Monsieur le Préfet, de prendre notre lettre en considération et penssons que dans les 48 heures ayant obtenu satisfaction. Nous vous saluons distintement. Un groupe de pères de Famille Français<sup>30</sup>.

Une argumentation similaire est développée par le «Comité des mobilisés de Saint-Bauzille-de-Putois» qui réclamait l'application de la loi militaire du 20 juillet 1939 sur les étrangers. Voici le texte de la pétition:

Les mobilisés de Saint-Bauzille-de-Putois et les familles de ceux qui sont déjà partis ainsi que les combattants de 1914 ne peuvent admettre que pendant que tous les jeunes hommes de la localité sont partis pour le front des espagnols hospitalisés depuis 7 mois par la France nourris par notre pays et à nos frais restent dans notre village. Ils réclament instamment à l'autorité militaire:

1°: l'application intégrale de la loi militaire du 20/07/39 sur les étrangers.

2°: que ceux qui ne sont pas dans les conditions envisagées quittent notre village dans l'intérêt de la tranquillité publique qui serait certainement troublé si l'état de choses actuel subsistait. Ils comptent sur la justice et l'impartialité de l'autorité militaire pour que ces mesures légitimes soient appliquées immédiatement et sans délai<sup>31</sup>.

À Bessan, une mère de famille victime du chômage s'en prenait ouvertement aux «Espagnolettes» qu'elle accusait de manger le pain des Français. Dans une lettre anonyme, elle dénonçait Séraphine Lopez, ses deux soeurs et son père qui étaient employés illégalement chez M. Lignières et chez le notaire de Bessan, sans être en possession de cartes d'identité de travailleurs étrangers:

Je viens auprès de vous, par ces quelques mots, vous dire combien j'ai de peine à constaté que les Espagnols et Espagnole nous tienne toutes les places de Bessan quand a nous mères de familles nos filles, sont obligé à gardé la maison et quelles pourrez très bien travaillé à la place de ces Espagnolettes qui travaille pour presque rien et nous enlève notre pain, et encore les siens travaille sans carte et-il possible quelles puisse nous enlevé le pain, ne ferions nous pas les même travail qu'elles, Voici les prix qu'elles gagne une fille de 28 ans qui est chez M. Lignières gagne 150, qui se nomme Seraphine Lopez, je ne pense pas quelle et une carte sa soeur qui est chez le Notaire de Bessan qui n'a pas de carte agé de 14 ans gagne 100 fr. et-il possible que nous les français restions en chomage quand les Espagnols nous concurrence le travail ce n'est pas les espagnols

30. ADH, 4M1795. Groupe de pères de Familles Français de Puisserguier au préfet de l'Hérault (26/04/39).

31. ADH, 4M1795. Rapport du Maréchal des Logis Chef Balssa, commandant la brigade sur les réfugiés espagnols de Saint-Bauzille-de-Putois (6/09/39).

qui vont défendre le sol français ces les vrais français qui ne craignent pas de ce faire crevé la peau pour la défense de sa patrie qui aime et qui veulent défendre. Donnez du pain au français. Elle sont trois fille le père aussi travaille sans carte. Une mère de famille qui ce joint a votre bon coeur pour faire accepté ces droits et qui demande légalité pour tous<sup>32</sup>.

Non contents de manger le pain des Français, les Espagnols, dans certains cas, faisaient mal le pain des Français ! C'est ce dont se plaignait une boulangère de Pérols, Mme Caroline Maselli, à propos d'un milicien qu'elle avait fait sortir du camp d'Agde pour remplacer son mari mobilisé sur le front:

J'ai à mon service le réfugié espagnol Rosell, Llorens, Antonio, qui a remplacé mon mari appelé sous les drapeaux. Je ne suis pas satisfaite de ses services, car il ne fait pas le pain à la forme et au goût de mes clients. D'ailleurs, beaucoup de ceux-ci m'ont quittée depuis que j'ai cet étranger à mon service. Je vais me faire apporter le pain par un boulanger de Montpellier, et de ce fait n'ai plus besoin du concours de ce réfugié. Je demanderais donc à Monsieur le Préfet de vouloir bien ramener ce réfugié au Camp d'hébergement où il se trouvait<sup>33</sup>.

Avec l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne, la fin de la Troisième République et les débuts du gouvernement de Vichy, la xénophobie acquit définitivement ses lettres de noblesse. Désormais, le discours xénophobe populaire trouvait une écoute attentive auprès des plus hauts représentants de l'Etat, dont l'idéologie nationaliste, populiste et paternaliste établissait une frontière très nette entre l'espace du national, paré de toutes les vertus, et l'espace du non-national, affublé de tous les vices. En guise d'exemple, nous citerons la lettre que M. Fernand Massal, habitant de Mèze, adressa au maréchal Pétain le 19 octobre 1940. C'est un véritable morceau d'anthologie :

C'est le cœur serré et incertain de l'accueil qui sera fait à ma lettre, que j'ose intervenir auprès de vous, moi un simple ouvrier, mais dans votre message adressé à nous, Français, vous dites être notre père, c'est donc un de vos fils qui vous écrit. Voici le but de ma lettre: je suis un travailleur du département de l'Hérault, département qui est infecté d'Espagnols et je me fais l'interprète de tous les travailleurs français, en vous demandant de sévir contre ces gens-là, qui nous enlèvent le travail et le pain; j'ai dit des Espagnols, je devrais dire des sans-patrie, car lors de la guerre d'Espagne aucun d'entre eux n'a eu le courage d'aller se battre, soit dans les rangs du général Franco, soit dans les rangs marxistes, à leur idée; ou pourrait supposer qu'ils se battraient pour la France si elle était en guerre; hélas ! la guerre est venue pour notre malheureuse patrie mais aucun de ces lâches n'a eu le courage de s'engager, et pendant que des pères de famille à peine démobilisés sont sur le pavé, ces parasites travaillent et s'accaparent de tous les métayages; il faudrait que ces gens-là soient refoulés dans leur pays d'origine il y aurait un peu plus de travail pour les Français et nous subirions moins de restrictions, que nous subissons de grand coeur puisque c'est pour sauver notre patrie, je vous en supplie Monsieur le Général, faites-les chasser dans un bref délai, ce sera une œuvre utile, contre le chômage, et en même temps un assainissement pour notre chère France. On ne verra plus ainsi des étrangers manifester dans des meetings révolutionnaires, pour

32. ADH, 4M1795. Lettre au préfet (Bessan, 24/08/39).

33. ADH, 4M1805. Procès-verbal de gendarmerie. Brigade de Mauguio. Déclaration de Mme Maselli (4/10/39).

les voir se camoufler par la suite lorsqu'il y a du danger. Tous les Français ne demandent pas mieux que de s'unir, plutôt que de s'engager dans des luttes partisans, mais pour réaliser vraiment cette union nationale autour de nous, il faut que la France reste aux Français. Voilà Monsieur le Maréchal ce qu'au nom de tous les Français, un humble travailleur vous demande, en espérant que sa plainte sera entendue par vous et par vos ministres. Vive la France<sup>34</sup>.

Le discours xénophobe populaire héraultais à l'égard des réfugiés espagnols de la guerre civile n'est que la reprise, sous une forme conceptuellement dégradée et linguistiquement appauvrie, d'un discours savant élaboré par les élites politiques (nationales et locales) à travers les débats parlementaires et la presse réactionnaire. Liée à la crise des années 1930, la xénophobie ne fait que s'exacerber à l'occasion de l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne et de l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain. Elle s'articule autour d'un discours stéréotypé qui dégrade et rabaisse systématiquement la figure du réfugié que l'on accuse de tous les maux. Celui-ci est tenu pour responsable de la terrible crise politique, sociale et économique qui s'abat sur la France. C'est à ce titre qu'il faut le rapatrier dans son pays d'origine ou, comme le préconisaient certains hommes politiques français, l'envoyer en URSS !

### **Annexe 1: Grave incident à Bourg-Madame (*L'Eclair*, 30/01/39)**

#### **Bourg-Madame, 29 janvier**

La journée de samedi avait été, somme toute, assez calme. Sans doute l'organisation et le renforcement du service d'ordre, l'arrivée du 81<sup>e</sup> R.I., la visite du général Fagalde, le passage par petits groupes de divers privilégiés, avait-il donné à la petite commune frontière un spectacle inusité. Cependant, à la tombée de la nuit, le calme le plus complet était rétabli et, vers 11 heures, Bourg-Madame dormait déjà.

#### **Des coups de feu dans la nuit**

Soudain le silence était violemment rompu par le crépitement d'une fusillade. On a tiré sans conteste de l'Espagne en direction de Bourg-Madame. Que se passe-t-il? L'explication ne tardera pas à nous être fournie car bientôt, ruisselant de sang, un jeune carabinier paraît, s'affale sur la passerelle et demande l'aide d'un docteur.

Ses blessures à la tête ne sont pas graves et le blessé peut donner des explications sur ce qui s'est passé. Écoutons-le: «J'étais de garde non loin du poste de douane, sur la route de Via, lorsque j'ai été accosté par le colonel Galan, ancien gouverneur militaire de Puigcerda qui, accompagné de plusieurs personnes, m'a subitement demandé de lui faciliter son passage en France. Devant mon refus de commettre une pareille trahison, l'un des inconnus qui accompagnait notre chef m'a violemment donné un coup de matraque à la tête cependant qu'un deuxième s'emparait de mon fusil. C'est tout ce que je sais».

Le malheureux avait à peine eu le temps de faire son récit qu'un nouveau blessé était accompagné à la pharmacie de M. Cazals, maire de Bourg-Madame où ils reçurent des soins éclairés. Il avait été atteint d'une balle qui lui avait perforé le poumon.

Comment avait-il été attaqué? «Par deux individus qui tentaient de passer la rivière et ont tiré avant que nous ayons pu faire le moindre geste; je n'ai moi-même eu que le

34. ADH, 84W346/1. M. Fernand Massal, à Mèze, au Maréchal Pétain (19/10/40).

temps de me laisser tomber sur le sol pour ne pas être touché par la rafale» dit un de ses camarades.

Notons que les balles qui ont été tirées, ainsi que nous l'indiquons, en direction de la France, auraient pu tout aussi bien blesser des gardes mobiles qui, tous les soirs, en patrouille, surveillent les abords immédiats de la frontière.

Les nouvelles que nous avons prises du blessé grave qui avait été amené à l'hôpital de Perpignan par les soins de la municipalité nous ont appris ce matin que l'infortuné carabinier était malheureusement décédé peu après son admission.

### **Nouvel incident**

Notre émotion était à peine calmée que nous apprenons un nouvel incident créé par la présence à Bourg-Madame, à 11 heures du soir, du nouveau commandant de la place de Puigcerda, le colonel Quintana.

Cet individu (son passé lamentable nous autorise bien à user de cette épithète) avait pu obtenir du commissaire en service la permission de se rendre à la poste de Bourg-Madame pour y téléphoner, et ce en uniforme et certainement en armes.

Heureusement, le commandant Zwilling, de la garde mobile, qui d'ailleurs fait preuve depuis qu'il dirige les forces militaires du secteur de Cerdagne, d'une haute compréhension et d'une parfaite loyauté, prit sur lui d'arrêter un pareil scandale et invita vertement le colonel Quintana à regagner Puigcerda avec armes et bagages. On devine quelle a été la réaction de l'opinion publique en face de cet incident.

### **Le triste flot des réfugiés**

Ce matin de bonne heure la fuite prévue a commencé par la passerelle sur la Rahur, 300 femmes et enfants sont passés avec le cérémonial habituel à pareille fuite. C'est dire que durant de longues heures a défilé sous nos yeux le spectacle pénible d'un cliché déjà usé en d'autres occasions.

Les objets les plus hétéroclites sont emportés par les réfugiés, depuis le matelas indispensable jusqu'à la machine à coudre, en passant par le sac de pommes de terre et l'appareil de TSF; depuis la vieille au visage ridé jusqu'à l'enfant en pleurs dans les bras de sa mère, en passant par la jeune fille au minois rieur et aux lèvres violemment carminées.

Contrôlés par la police spéciale, ces réfugiés ont été concentrés dans un garage spécialement aménagé pour la circonstance.

## **Annexe 2 : Perpignan est infesté d'anarcho-communistes (*L'Eclair*, 30/01/39)**

Depuis ce matin, le nombre des réfugiés qui circulent librement à Perpignan s'est accru d'une manière alarmante. Il ne s'agit pas, comme on pourrait le croire, de femmes, d'enfants ou de vieillard: ceux-là sont conduits aux anciens haras et, après les formalités habituelles, transportés progressivement dans les départements d'accueil.

Ce que l'on rencontre à chaque pas dans les rues, ce sont de solides gaillards bien nourris et bien vêtus, dont les lourds bagages mériteraient d'être examinés plus attentivement qu'à la frontière où le service d'ordre, malgré ses efforts, est toujours débordé.

À ces individus s'en ajoutent d'autres beaucoup moins bien vêtus et qui, de même que les précédents, appartiennent aux milieux extrémistes de Catalogne. Inutile de dire que cette pègre s'est réfugiée en France pour y continuer ses tristes exploits.

Cet après-midi un anarchiste recherché activement par la gendarmerie, a été finalement appréhendé et trouvé porteur de deux pistolets chargés.

Pour deux ou trois extrémistes qu'on arrête, combien y en a-t-il qui parviennent



à s'échapper? Perpignan reviendra-t-il au temps où, les villes n'étant plus sûres, les habitants devaient sortir armés? C'est une question que nous posons à M. le préfet des Pyrénées-Orientales avec l'espoir qu'il donnera sans tarder des ordres en conséquence.

La population est exaspérée par l'attitude insolente des anarcho-communistes. À tout instant des discussions éclatent. Ce matin encore des coups ont failli être échangés sur la place Arago. Qu'on nous débarrasse au plus vite de la pègre marxiste.

Signalons enfin que les nouveaux riches du Frente Popular sont toujours aussi nombreux et que les hôtels regorgent d'Espagnols.

Dans un hôtel on a demandé plusieurs fois aujourd'hui où étaient MM. Négrin et Largo Caballero. C'est un renseignement que seuls les principaux intéressés auraient pu fournir.

### **Annexe 3: Pilleurs et incendiaires d'églises arrivent toujours (*L'Éclair*, 31/01/39) Prats-de-Mollo, 30 janvier**

La fuite éperdue continue. Hier, ce fut l'arrivée d'un nouveau lot d'anarchistes. La population leur a à nouveau manifesté son dégoût, et n'a pas hésité à leur crier leurs forfaits.

Deux femmes réfugiées en Catalogne depuis la prise de Tolède, et arrivées avec les fuyards, nous ont montré du doigt le triste Paladio Vila, fils du maire de Campredon, en compagnie d'un membre de la Juventud Libertaria et de l'appariteur qui s'était, lui, spécialisé dans l'incendie d'ornements sacerdotaux et le bris des vitraux de la belle église de son village.

Deux individus richement habillés, s'aident à porter un lourd fardeau. On ouvre le paquet suspect et son précieux contenu est saisi, ainsi que deux machines à écrire.

#### **Le Boulou, 30 janvier**

Hier, une réfugiée espagnole qui se trouvait dans notre ville est partie sur Perpignan en emportant un lourd fardeau. Dans ce dernier, se trouvaient une grande quantité de croix d'or, d'argent et de diamants, ainsi que d'autres richesses volées dans les églises.

Ajoutons que la femme doit revenir sous peu au Boulou, afin de reprendre un deuxième paquet qu'elle y a laissé.

Profitera-t-on de son retour pour questionner cette voleuse?

### **Annexe 4 : La maladie sévit dans la cohue des réfugiés (*L'Éclair*, 31/01/39)**

Parmi ces malheureux exténués, le nombre des malades augmente sans cesse. Au Perthus, au Boulou, à Cerbère, à Prats-de-Mollo, les services sanitaires qui ont été partout renforcés sont quand même débordés. Des ambulances militaires sillonnent par douzaines les routes du Roussillon, apportant jour et nuit des moribonds à Perpignan.

On signale que, dans l'immense foule même qui piétine depuis quinze jours de Figueras au Perthus, des enfants et des vieillards meurent. Leurs cadavres sont, paraît-il, abandonnés sur les routes et les chemins, jusqu'à proximité de notre territoire.

Au Boulou, comme au Perthus, les vieillards ont été réunis dans un enclos pourvu de baraquements. Ils sont au nombre de 1500 environ. Si cela continue, les épidémies sont à craindre.

**Annexe 5 : MM. les déserteurs sont mécontents (*L'Eclair*, 31/01/39)**

Pendant ce temps, les déserteurs marxistes se comportent chez nous comme en pays conquis.

Hier soir, les premiers arrivés s'étaient largement installés et les autres ne purent obtenir la moindre place.

Ce matin, tous ces messieurs, aussi bien ceux qui avaient passé la nuit à l'abri comme ceux qui l'avaient passée sous la pluie, se sont livrés à la petite manifestation suivante: les cuisines militaires leur avaient apporté plusieurs bassines de viande et de haricots, du pain et du vin, ainsi que des boissons chaudes. Ils ont refusé tout cela, déclarant qu'ils allaient faire la grève de la faim, pour protester à la fois contre le fait qu'ils étaient mal logés et contre cet autre fait qu'ils étaient gardés par des Sénégalais. Sans ménager leurs insultes à l'adresse des représentants de la force publique, ils demandent à être conduits rapidement vers Perpignan, probablement pour y occuper les plus confortables hôtels.